

Introduction à la brochure de Lénine, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer » (10-14 sept. 1917)

« *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* » Brochure de Lénine republiée par l'UNION COMMUNISTE (IVe Internationale), en octobre 1945

Octobre 1945

A nouveau, comme au mois de mai dernier, dans toute la France les ouvriers et les ouvrières tentent d'alléger le fardeau de plus en plus écrasant qui pèse sur eux. Partout ont lieu des grèves et des manifestations.

Grève des imprimeurs à Grenoble et à Limoges, des ouvriers du bâtiment à Lorient, des employés municipaux à Lille, des ouvriers charbonniers à Saint-Malo, des mineurs de Sens et de Valenciennes, manifestations des dockers à Rouen, des cheminots à Lille et à Lyon, des ménagères à Bayonne, à Toulouse, à Lyon, à Toulon, à Paris, etc...

Les ouvriers protestent contre la baisse de leurs salaires par l'augmentation accélérée des prix, et les ménagères contre l'affaiblissement des familles ouvrières et les scandales du marché noir. Car, après la dernière hausse des prix du beurre, du lait, du vin, etc..., le pouvoir d'achat des ouvriers a subi à nouveau une chute.

Mais pour empêcher de nouvelles revendications ouvrières, le gouvernement a pris les devants en annonçant que cette hausse des prix était la dernière. Il promet *pour l'avenir* de stimuler la production agricole et de maintenir les prix, grâce à des subventions accordées par l'Etat.

Procédé démagogique. La bourgeoisie elle-même le reconnaît, en disant que « ce n'est là qu'un expédient destiné à gagner du temps, le temps nécessaire à la reprise économique, dont on parle depuis de longs mois, et que les événements viennent toujours contrecarrer » (*Combat* 15 septembre).

Mais qu'est-ce donc que ces événements, sinon les contradictions du régime capitaliste lui-même, le déséquilibre croissant entre les dépenses de l'Etat, l'orientation de la production, le pouvoir d'achat des masses ?

On dit :

– « Pour stimuler la production, il faut que l'Etat accorde des subventions. » Mais les subventions, c'est un accroissement du budget. donc de l'inflation.

Mais si l'État en augmentant ses dépenses augmente l'inflation, les prix ne pourront pas être stabilisés, comme le prétend le gouvernement.

– « On fera la stabilisation grâce aux importations, qui nous procureront des marchandises ». Mais pour imposer il faut une monnaie stable, une couverture or. Or, la Banque de France fait savoir que son « fonds de stabilisation des changes » ayant été tari par les importations, leur financement se fera désormais en entamant la réserve or. La dévaluation est ainsi mise à l'ordre du jour. Faisant baisser la valeur de la monnaie, la dévaluation serait une nouvelle façon de diminuer le pouvoir d'achat et d'augmenter l'inflation. Chassée par la porte, celle-ci, comme on le voit, revient par la fenêtre.

– « Il nous faut une armée pour prélever des matières premières aux colonies et en Allemagne. » Et dans ce but on crée une immense bureaucratie militaire parasite et on finance l'armement, qui détourne entièrement l'économie française des buts productifs au bénéfice de la population. L'armée n'est ainsi elle-même que le plus terrible des faux-frais de la production capitaliste. Avec son budget de 140 milliards pour 1946, elle est le principal facteur d'inflation.

La « collaboration » capitaliste avec les colonies et les pays occupés, qui s'exerce par le pillage, les exactions, les tueries et les assassinats, si elle apporte des richesses aux monopoleurs capitalistes, est pour le peuple français la principale source de misère.

Le mot d'ordre « reconstruction » n'apparaît ainsi que comme une énorme offensive contre les masses : on ne voit pas en dernier lieu d'autre solution que de faire mourir prématurément les travailleurs par l'épuisement et la faim.

Avec les impôts soutirés aux ouvriers et aux petites gens, l'État accorde des subventions « à la production ». Est-ce vraiment à la production ?

Un tracteur acheté 42.000 francs à l'étranger est revendu 70.000 francs au paysan, nous informe *l'Humanité*; la différence va aux intermédiaires.

« Trop souvent l'écart entre le coût de production et le prix à la consommation est largement supérieur à celui qui justifierait la baisse de production. C'est ainsi que pour le charbon, une subvention d'environ 50 % correspond à une baisse de production de 21 % seulement », écrit *Le Monde* le 19-9.

Où va la différence ? L'État la verse gracieusement aux capitalistes.

Dans ces conditions, les événements ne pourront que continuer à contrecarrer le relèvement du pays.

Qui peut nous tirer de là ?

N'est-ce pas la classe ouvrière, au nom de laquelle, depuis des dizaines d'années, les communistes et les socialistes ont revendiqué le gouvernement à la place de la bourgeoisie ayant fait faillite.

Pourquoi, alors, les chefs staliniens viennent-ils nous dire, comme ce député du Nord, « qu'une grève des mineurs en ce moment ne peut servir nos revendications; qu'on n'obtient rien d'un pays désorganisé, d'une économie éteinte » ? (*I'Huma*, 13 septembre).

Si la lutte ouvrière n'est pas limitée à des intérêts locaux et corporatifs, elle est le premier pas vers la refonte de l'organisme économique, pour arracher les moyens de production à leurs propriétaires parasites, pour donner du travail à tous et le répartir équitablement, pour abolir les intermédiaires et les spéculateurs, pour faire rendre gorge aux exploités et appliquer enfin le mot d'ordre : « faire payer les riches ! »

L'économie est. « éteinte » et ne supporte pas les revendications ouvrières ?

Pourquoi alors supporte-t-on qu'elle soit pillée par une poignée de gros capitalistes ?

Pour qui revendiquent les ouvriers? Pour toute la nation travailleuse, contre la poignée de parasites et d'opresseurs !

Que revendiquent les ouvriers et les ouvrières ?

1° *L'échelle mobile des salaires* pour briser l'arbitrage du gouvernement en faveur des capitalistes. Les demandes d'augmentation des salaires sont une conséquence de la hausse des prix et non pas sa cause. Si la classe ouvrière impose l'échelle mobile des salaires, les capitalistes seront obligés de prélever une partie des faux-frais de leur système de production sur leurs propres bénéfices.

2° *L'échelle mobile des heures de travail*, afin d'empêcher l'utilisation irrationnelle de la main-d'œuvre par le patronat. Considéré sous l'angle de l'intérêt général, le principal facteur du relèvement économique c'est la main-d'œuvre. Il n'y a pas de *reconstruction* possible si on ne commence pas par « reconstruire » la main-d'œuvre détériorée par des années de surexploitation patronale.

3° *Le contrôle ouvrier sur la production* et l'application sous ce contrôle d'un plan de production établi par les Syndicats ouvriers ; car seules les classes productrices peuvent, mettre de l'ordre dans la production et orienter celle-ci suivant les besoins du pays (reconstruction, machines agricoles, outillage, etc...).

4° *La nationalisation sans indemnité ni rachat* des monopoles de fait et des grandes banques, afin de mettre fin aux spéculations financières et dresser un plan unique et général de production et de financement.

Les revendications ouvrières et populaires se heurtent à la ferme volonté du gouvernement de les tenir à l'écart des sphères où se décide leur propre sort. L'unique droit des masses « c'est de travailler à l'extrême pour gagner » la bataille de la production – c'est à-dire d'aider les capitalistes à soutenir la concurrence de leurs confrères internationaux ; même le droit de décider – en un seul jour pour une période de plusieurs années – « quel sera le représentant des classes possédantes qui représentera et opprimer le peuple au Parlement » – le droit de vote – on essaye de le leur enlever par le *plébiscite pétainiste* de De Gaulle.

La brochure de Lénine non seulement *met à nu* le mécanisme gouvernemental et économique de *tout* pays dominé par le capital financier – c'est-à-dire comme la France par les banques et la grande industrie coalisées – mais enseigne aux masses travailleuses *comment*, par l'action directe, se saisir des leviers de commande qui, quoique décidant à chaque instant du sort de dizaines de millions d'hommes, sont actuellement aux mains de 200 familles capitalistes.

C'est par une série de mesures FORT SIMPLES que les travailleurs vaincront l'anarchie et la détresse actuelle.

Mais le gouvernement actuel ne pourra jamais s'y résoudre, car ces mesures mettent fin au « droit divin » du patronat au service duquel il se trouve.

L'étude attentive de cette brochure permettra aux travailleurs avancés de devenir des guides sûrs dans les luttes présentes et futures, et au lecteur conscient du rôle entièrement réactionnaire de la bourgeoisie de comprendre *que seule la classe ouvrière peut résoudre les contradictions économiques et politiques engendrées par la domination de celle-ci, contradictions qui ont poussé déjà la société entière à sa ruine.*

UNION COMMUNISTE (*IVe Internationale*). Octobre 1945